

Construction du Centre Educatif Fermé de Malamani à Mayotte

Marché public de prestations intellectuelles

MISSION DE CONTRÔLE TECHNIQUE

REGLEMENT DE CONSULTATION

DATE ET HEURE LIMITE DE REMISE DES OFFRES :

31 mars 2025 à 12h00 (heure de Paris)

SOMMAIRE

Article 1 - Objet de la consultation	3
1.1 - Objet	3
1.2 – Contenu de la mission	3
1.3 – Caractéristiques du marché de travaux	4
Article 2 - Conditions de la consultation	4
2.1 - Mode de passation	4
2.2 – Durée du marché et délais d'exécution	4
2.3 – Variantes - Options	4
2.4 – Allotissement	4
2.5 - Lieu d'exécution	4
2.6 - Délai de validité des offres	4
2.7 – Forme du groupement	4
2.8 - Modifications de détail au dossier de consultation	5
2.9 - Connaissance des lieux, visite de site	5
Article 3 - Pièces constitutives du dossier de consultation	5
Article 4 - Présentation des offres	6
Les offres seront composées de deux dossiers.	6
4.1 – Dossier de candidature	6
4.2 – Dossier d'offre	7
L'attention des candidats est attirée sur le fait que les informations contenues dans le mémoire constitueront le principal élément d'analyse de la valeur technique des offres dans les conditions fixées à l'article 5.2 du présent Règlement de la Consultation.	8
Article 5 - Classement des offres	8
5.1 - Jugement des candidatures	8
5.2 - Jugement des offres	8
5.3 Négociations	9
Article 6 - Renseignements complémentaires	9
Article 7 - Conditions d'envoi ou de remise des offres	9
Article 8 - Modalités de transmission des candidatures et des offres par voie électronique	10
Article 9 – Documents à remettre par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché	11
Article 10 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	12
Article 12 – VOIES DE RECOURS	12

Article 1 - Objet de la consultation

1.1 - Objet

Le présent marché a pour objet l'intervention du contrôleur technique, concrétisée par des avis dans les conditions de l'article L125-1 du code de la construction et de l'habitation, dans le cadre de la construction du futur centre éducatif fermé de Malamani (Mayotte).

Le coût des travaux de l'opération est estimé à environ 6,9 millions d'euros HT en valeur projetée de mars 2024 pour la construction d'un total d'environ 1 200 m² de surface utile.

1.2 – Contenu de la mission

Les interventions confiées au contrôleur technique concernent :

- Une mission de base dont les éléments constitutifs sont les suivants :
 - Mission L, portant sur la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables,
 - Mission S, portant sur les conditions de sécurité des personnes dans les constructions,
- Des missions complémentaires dont les éléments portent sur :
 - Mission P1, relative à la solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés,
 - Mission PS, portant sur la sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme,
 - Mission Brd, relative au transport des brancards dans les constructions,
 - Mission F, relative au fonctionnement des installations,
 - Mission Ph, relative à l'isolation acoustique des bâtiments,
 - Mission Th, relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie,
 - Mission Av, relative à la stabilité des avoisinants,
 - Mission GTB, relative à la gestion technique du bâtiment,
 - Mission ENV, relative à l'environnement,
 - Mission HYS, relative à l'hygiène et à la santé dans les bâtiments,
 - Mission PV relative au récolement et à l'examen des procès-verbaux des essais effectués sur les installations techniques, avant la réception,
 - Mission Hand, relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées et à la délivrance de l'attestation de prise en compte des règles concernant l'accessibilité,
 - Mission CABL, relative à la vérification des précâblages informatiques et téléphoniques par rapport aux spécifications contractuelles,
 - Mission CONSUEL, relative à la vérification de la conformité des installations électriques préalablement à la mise sous tension,
 - Mission de vérification réglementaire à la mise ou remise en service des ascenseurs et monte-charges.

Ces missions ou éléments de missions sont définis dans le CCTG applicable aux marchés publics de contrôle technique et ses annexes.

Le contrôleur technique intervient pendant la conception et l'exécution des ouvrages jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement éventuellement prolongée. Cela pour chacune des phases du projet.

Le contrôleur technique procèdera à la vérification initiale des installations électriques (VIEL) conformément aux réglementations applicables (notamment le règlement de sécurité, le code du travail et l'ensemble des normes s'y rapportant).

Sa mission comprend, par ailleurs, en tant que de besoin, l'assistance à la visite de la commission de sécurité, l'examen des travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement et des ouvrages et éléments d'équipements ayant été soumis au contrôle et qui font l'objet de travaux effectués pendant cette même période de garantie de parfait achèvement.

1.3 – Caractéristiques du marché de travaux

A ce stade, il est envisagé un mode de dévolution du marché de travaux en marché unique (entreprise générale unique ou groupement).

Les études d'exécution (EXE) seront à la charge du titulaire du marché de travaux.

Article 2 - Conditions de la consultation

2.1 - Mode de passation

Il s'agit d'un marché passé selon la procédure adaptée ouverte en application des articles R. 2123-1 à R. 2123-7 du Code de la commande publique.

2.2 – Durée du marché et délais d'exécution

La durée globale de l'opération estimée est fixée à l'article 5 de l'acte d'engagement.

Au sein de ce délai, l'élaboration de documents ou d'examen par le titulaire de documents d'études qui lui seront remis, sont soumis à des délais spécifiques, figurant à l'article 7 du CCP.

2.3 – Variantes - Options

La présentation de variantes libres n'est pas autorisée.

Il n'y a pas de variante imposée.

Aucune option n'est prévue dans le cadre de la consultation.

Prestations similaires :

L'acheteur se réserve la possibilité de passer un marché de passer un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence avec le titulaire pour l'achat de prestation similaires aux prestations décrites au présent accord-cadre, dans les conditions prévues à l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique.

Tranches : sans objet.

2.4 – Allotissement

Sans objet. L'objet du présent marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

2.5 - Lieu d'exécution

Les prestations s'effectueront en majorité à Mayotte (976) et en partie au Kremlin-Bicêtre (94, locaux de l'APIJ) pour certaines réunions ou comités de pilotage.

2.6 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à cent quatre-vingts (180) jours à compter de la date limite de remise des offres indiquée en page de garde du présent Règlement de Consultation.

2.7 – Forme du groupement

Le marché peut être attribué à un candidat unique ou à un groupement.

Les candidats pourront soumissionner sous la forme juridique de leur choix.

En cas de groupement, le groupement attributaire pourra être solidaire ou conjoint avec mandataire solidaire. En cas de groupement conjoint, **le mandataire sera solidaire** de chacun des

membres du groupement pour leurs obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché à l'issue de la procédure.

La forme du groupement retenue par le pouvoir adjudicateur pour s'assurer de la bonne exécution du marché tient compte de la prévention de la défaillance d'un membre du groupement.

Il est interdit au candidat de présenter plusieurs offres pour le marché en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et/ou de membre d'un ou plusieurs groupements ;

2.8 - Modifications de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard 5 jours ouvrés avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.9 - Connaissance des lieux, visite de site

Sans objet. Pas de visite de site prévue dans le cadre de la consultation.

Article 3 - Pièces constitutives du dossier de consultation

Les pièces constitutives du dossier de consultation sont les suivantes :

- Le présent Règlement de Consultation (RC) et ses deux annexes :
 - o Annexe 1 au RC : cadre de réponse candidature
 - o Annexe 2 au RC : cadre de réponse temps passés – offre
- L'Acte d'engagement (AE) et ses annexes :
 - o Annexe 1 à l'AE relative à l'acte spécial de sous-traitance,
 - o Annexe 2 à l'AE relative aux personnes physiques responsables par éléments de mission au sens du CCTG – contrôle technique.
- Le cadre de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) par mission et par cotraitant,
- Le Cahier des Clauses Particulières (CCP).
- Le dossier du programme et ses annexes.

Le dossier de consultation des entreprises est mis gratuitement à disposition de chaque candidat en téléchargement depuis la plate-forme de dématérialisation de l'APIJ :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2674394&orgAcronyme=d3f>

Le téléchargement du dossier pourra se faire librement sans inscription préalable sur la plate-forme. Une assistance en ligne y est accessible.

Toutefois, l'attention des candidats est attirée sur le fait qu'en l'absence d'inscription auprès de la plate-forme, ils ne seront pas automatiquement informés des éventuelles modifications et compléments apportés au dossier.

Article 4 - Présentation des offres

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française.

Les pièces accompagnant le dossier de candidature rédigées en langue étrangère seront acceptées si elles sont accompagnées d'une traduction en langue française certifiée conforme à l'original par un traducteur.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

Les offres seront composées de deux dossiers.

4.1 – Dossier de candidature

Documents à fournir permettant au pouvoir adjudicateur de vérifier que les candidats disposent de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché.

Situation juridique du candidat

1. Une **lettre de candidature** complétée, avec en cas de groupement, la désignation du mandataire par ses cotraitants (formulaire DC1 version 2019 disponible sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de demander une nouvelle fois en cours de procédure et avant la notification du marché, que les candidats n'entrent pas dans le cas mentionné à l'article L. 2141-1 du Code de la commande publique ;

2. **Si le candidat est en redressement judiciaire** au sens de l'article L.631-1 du code de commerce, ou est admis à une procédure équivalente régie par un droit étranger, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet.

Capacités financières

3. Une déclaration concernant le **chiffre d'affaires** global et le chiffre d'affaire concernant l'objet du marché, réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles (DC2 version 2019 disponible sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Les candidats devront également compléter l'annexe 1 au présent RC Cadre de réponse candidature.

Capacités professionnelles et techniques

4. Les **effectifs moyens** annuels du candidat pour chacune des trois dernières années.

Les candidats devront également compléter l'annexe 1 au présent RC Cadre de réponse candidature.

5. Indication des **titres d'études et professionnels**, des cadres et responsables de prestation de même nature que celle du présent marché.
6. Une liste de **5 références** de moins de trois ans significatives et appropriées à l'objet de la présente consultation ou à un objet d'importance et de complexité comparable.

Pour chaque référence, **le candidat précisera dans l'annexe 1 au présent RC « Cadre de réponse candidature »** prévu à cet effet :

- Nature/objet de l'opération
- identification du maître d'ouvrage (dénomination complète avec coordonnées)
- Localisation
- surfaces
- calendrier de l'opération et date de livraison
- montant en euros (H.T.) des travaux
- montant en euros (H.T.) de la mission réalisée

Les prestations les plus importantes pourront utilement être appuyées par des attestations de bonne exécution des prestations réalisées, précisant si elles ont été menées régulièrement à bonne fin. Toute documentation commerciale est proscrite.

Si le candidat ou chaque membre du groupement transmet plus de 5 références, seules les 5 premières seront examinées dans l'ordre de présentation.

7. Les **agréments ministériels** en cours de validité (missions L,S,P1,F,PHa,TH,HAND,ATT-HAND,AV,GTB,ENV,HYS,PV,CABL,Brd,VIEL,CONSUEL) prouvant la capacité de candidat à assurer des missions de contrôle technique (conformément à l'article L-125-3 du code de la construction et de l'habitation) ou tout document équivalent pour les candidats étrangers.

Si les candidats sont dans l'impossibilité de produire les documents au titre de la candidature (entreprise de création récente essentiellement), ils peuvent justifier de leurs capacités financières et de leurs références professionnelles par tout autre moyen.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

En cas de groupement, l'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières du groupement est globale.

Les candidats ne disposant pas de capacités financières, techniques et professionnelles suffisantes seront éliminés.

Le candidat indiquera une adresse courriel valide pour toute la durée de la consultation. Cette adresse constituera le media privilégié pour l'ensemble des échanges le cas échéants. Un interlocuteur identifié prendra en charge la responsabilité de traitement de toute correspondance.

Les formulaires DC1 et DC2 sont disponibles chacun sur le site Internet « <http://www.economie.gouv.fr/daj/marches-publics> », « Commande publique », « Les formulaires ».

4.2 – Dossier d'offre

Un projet de marché comprenant

1. L'**acte d'engagement** (AE) complété accompagné éventuellement par les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement, pour tous les sous-traitants désignés au marché (cf. **l'annexe 1 à l'AE** : modèle d'acte de sous-traitance). Le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et, par différence avec son offre, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder. L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 9.1 du CCP, ils doivent le préciser à l'article 7 de l'acte d'engagement et annexes :
 - a. Annexe 1 : Formulaire d'agrément des sous-traitants
 - b. Annexe 2 : Relative aux personnes physiques responsables par éléments de mission au sens du CCTG – contrôle technique
2. La **Décomposition du Prix Global et Forfaitaire** (DPGF) par mission et par cotraitants, complétée, cadre à accepter sans modifications (*au format excel et pdf*). Tous les frais y

compris frais de déplacement sont à inclure dans le montant de l'offre. La DPGF n'est pas contractuelle sauf pour les prix unitaires servants à la rémunération des prestations supplémentaires.

3. le cadre de réponse des **temps passés prévisionnels** (annexe 2 au présent RC, dûment complétée, aux formats Excel et pdf).

Un mémoire technique comportant :

4. une note sur l'**organisation** retenue pour assurer la prestation comprenant :
 - a. la liste nominative sous forme d'organigramme, des différents intervenants, y compris les spécialistes, qui seront affectés à l'exécution du marché ;
 - b. la présentation de leur curriculum vitae présentant notamment leurs expériences respectives. Cette liste doit reprendre exactement les personnels qui seront affectés à l'exécution du marché ;
 - c. les tâches qu'il est prévu de confier à chacun d'entre eux, et la répartition des compétences spécifiques au sein des différents intervenants.
5. une note sur la **méthodologie** adoptée en vue d'assurer les prestations de chacune des missions.

La remise de ce mémoire est obligatoire. L'offre sera déclarée non conforme en cas d'absence de remise du mémoire.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que les informations contenues dans le mémoire constitueront le principal élément d'analyse de la valeur technique des offres dans les conditions fixées à l'article 5.2 du présent Règlement de la Consultation.

Attention : les cadres de réponses sont fournis au format EXCEL et l'acte d'engagement en format Word afin de permettre aux candidats de les compléter uniquement. Les candidats ne sont en outre pas autorisés à les modifier.

Article 5 - Classement des offres

5.1 - Jugement des candidatures

Conformément aux articles R.2144-1 à R.2144-7 du Code de la commande publique, les candidats qui se trouvent dans un cas d'interdiction de soumissionner, qui ne disposent pas de la capacité économique et financière, des capacités techniques et professionnelles ou qui ne peuvent produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par le pouvoir adjudicateur sont éliminés.

Nota : Toutes les pièces demandées pour apprécier la candidature doivent être présentées par le ou les candidats. En cas de document manquant à ce stade, il pourra être demandé aux candidats concernés de compléter le contenu de leur dossier de candidature.

Nota : l'acheteur se réserve la possibilité d'analyser la candidature du seul candidat désigné attributaire à l'issue de l'analyse des offres (avec une analyse des offres effectuée donc avant l'analyse de la candidature).

5.2 - Jugement des offres

L'offre économiquement la plus avantageuse sera désignée après application des critères énoncés ci-dessous :

- **La valeur technique de l'offre, pour 70 %**, appréciée au travers de :

- la qualité et la pertinence de l'organisation proposée, notamment l'expérience professionnelle des intervenants affectés à l'exécution de la mission ainsi que la répartition des tâches entre les différents intervenants, telle qu'elle résulte du contenu du mémoire technique (noté sur 30 points) ;
 - la qualité et la pertinence de la méthodologie telle qu'elle résulte du contenu du mémoire technique (noté sur 20 points) ;
 - la pertinence et la cohérence de la répartition du temps passé prévisionnel pour l'exécution de chaque mission du contrôleur technique telle qu'elle résulte du cadre de réponse des temps passés prévisionnels (noté sur 20 points).
- Le **prix des prestations, pour 30%**, apprécié sur la base du montant forfaitaire mentionné à l'article 2 de l'acte d'engagement.

Dans le cas où des erreurs arithmétiques ou de report seraient constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire, d'un prix forfaitaire ou dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre, le candidat sera invité à confirmer le montant de ce prix rectifié, ce dernier sera alors pris en compte pour le jugement des offres.

Si le prestataire est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant.

5.3 Négociations

Dans le cas où un plus grand nombre de candidats se présenteraient, le pouvoir adjudicateur souhaite réduire le nombre candidats avec lesquels il pourrait négocier à 5.

La négociation pourra donc être tenue avec les 5 candidats les mieux classés à l'issue d'un classement intermédiaire, sur la base des critères de jugement des offres annoncés à l'article 5.2 du présent règlement de la consultation.

Les candidats pourront être amenés à préciser, compléter ou modifier leurs propositions initiales dans le cadre de négociations que le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'engager avec eux. Ces négociations pourront le cas échéant porter sur tous les aspects de l'offre, notamment le prix.

Le pouvoir adjudicateur se réserve aussi la possibilité d'attribuer le marché sans négociation.

Article 6 - Renseignements complémentaires

Il est à noter que toute demande de renseignement complémentaire sera adressée au plus tard 6 jours ouvrés avant la date limite de remise des offres sur le site PLACE.

Si le pouvoir adjudicateur le juge pertinent, une réponse pourra être formulée, et elle sera dans ce cas adressée à tous les concurrents.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 7 - Conditions d'envoi ou de remise des offres

Les dossiers devront être transmis par voie électronique sur le profil acheteur du pouvoir adjudicateur (PLACE), à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2674394&orgAcronym=e=d3f>

Elles devront, dans tous les cas, parvenir à l'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice avant la date et l'heure limites indiquées sur la page de garde du présent règlement.

Les dossiers dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus et seront détruits.

Nous vous invitons à prendre en compte les délais de téléchargement et les prérequis de la plateforme PLACE.

Article 8 - Modalités de transmission des candidatures et des offres par voie électronique

Conformément à l'article L2132-2 du nouveau code de la commande publique, lorsque les documents du marché sont transmis par voie électronique, ils doivent être présentés selon les modalités fixées par l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans les marchés publics.

Les documents qui peuvent être signés au moyen d'un certificat électronique sont :

- L'acte d'engagement

A l'issue de la procédure, et dans l'hypothèse où le candidat n'a pas signé son offre via une signature électronique lors de la remise de son offre, il sera demandé à l'attributaire de signer électroniquement son offre. Dans l'hypothèse où l'attributaire ne dispose pas de signature électronique, il lui sera alors demandé une signature manuscrite.

Dans le cas où le candidat opte pour la signature électronique, chaque document doit être signé électroniquement (et non seulement le dossier .zip).

Le candidat doit respecter les conditions relatives :

- Au certificat de signature du destinataire
- A l'outil de signature utilisé.

Il est rappelé que ces documents doivent être signés par une personne habilitée à engager l'entreprise. Le certificat doit donc être établi au nom de la personne physique signataire des documents et habilitée à engager l'entreprise.

Les catégories de certificats de signature électronique conformes au RGS sont disponibles sur les listes de confiance à l'adresse suivante :

<http://www.ssi.gouv.fr/fr/certification-qualification/qualification-d-un-prestataire-de-service-de-confiance/organismes-de-qualification-habilites.html>

Si le candidat utilise un certificat non référencé sur une liste de confiance, il doit fournir tous les éléments nécessaires à sa vérification.

Les certificats de signature PRIS V1 ne sont plus acceptés. Les formats de signatures acceptés sont XAdES, PAdES et CAdES.

Il est rappelé aux candidats que la signature électronique du fichier .zip ne vaut pas signature des documents qu'il contient (chaque document doit être signé individuellement) et que la signature manuscrite scannée ne peut remplacer la signature électronique.

La liste exhaustive des formats autorisés pour la transmission électronique des plis est la suivante : .zip, .pdf, .doc, .docx, .xls, et .xlsx.

Le candidat est invité à ne pas utiliser de macro-instructions dans les documents transmis et à faire en sorte que sa candidature et/ou son offre ne soient pas trop volumineuses.

Copie de sauvegarde

Le candidat qui effectue une transmission électronique de sa candidature et de son offre peut effectuer, à titre de copie de sauvegarde de ces documents, une transmission sur un support physique électronique ou sur un support papier. En cas de transmission sur support physique électronique, l'acte d'engagement doit être signé au moyen d'un certificat électronique conforme au RGS (voir ci-dessus).

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible :
« copie de sauvegarde ». L'enveloppe contenant l'offre du candidat devra ainsi porter la mention :

« APIJ – CEF MAYOTTE – MISSION DE CONTROLE TECHNIQUE (CT) -

COPIE DE SAUVEGARDE

NE PAS OUVRIR »

Elle devra ensuite :

- soit être déposée - du lundi au vendredi, sauf jour férié - (9h30 à 12h, 14h00 à 17h00) contre récépissé à l'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice – 57-77 Immeuble OKABE, 67 Avenue de Fontainebleau – 94270 Le Kremlin-Bicêtre.
- soit être adressées par voie postale sous pli recommandé avec A.R. à l'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice – Service juridique et des marchés – 57-77 Immeuble OKABE, 67 Avenue de Fontainebleau – 94270 Le Kremlin-Bicêtre.

La copie de sauvegarde est ouverte :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de la malveillance du programme est conservée par le pouvoir adjudicateur.
- lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique et n'est pas parvenue dans les délais ou bien n'a pas pu être ouverte, sous réserve que celle-ci soit parvenue dans les délais.

La copie de sauvegarde peut être remise électroniquement. Le cas échéant, en cas de transmission par voie électronique, la remise s'effectue selon les modalités suivantes :

- La lettre recommandée électronique :
 - Liste des produits et services qualifiés par l'ANSSI pour la France (en pages 20-21) : [liste- produits-et-services-qualifies.pdf \(ssi.gouv.fr\)](#)
 - Liste des produits et services qualifiés pour l'Europe : [eIDAS Dashboard \(europa.ue\)](#)
- Tous les autres services qui permettent l'envoi et la réception de fichier en respectant les exigences de l'annexe 8 du code de la commande publique.

Assurance et frais de transport

Les candidats sont responsables de l'assurance des prestations demandées pendant leur envoi à l'organisateur de la consultation. Les envois sont acheminés sous la seule responsabilité des candidats. Les frais de transport des prestations des candidats sont pris en charge par eux –mêmes.

Article 9 – Documents à remettre par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché

En application des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 et R. 2143-16 du Code de la commande publique fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession , la production de documents suivants sera exigée du candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché :

- Le certificat attestant la souscription des déclarations et les paiements correspondants de l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les sociétés et la taxe sur la valeur ajoutée délivré par l'administration fiscale dont relève le demandeur.
- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code

de la sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions, datant de moins de 6 mois.

- Un extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait K bis, un extrait D1 ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement.
- la liste nominative des salariés étrangers employés par ce dernier et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2.

Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié :

- o Sa date d'embauche ;
- o Sa nationalité ;
- o Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Le marché ne pourra être notifié que lorsque l'attributaire aura produit au représentant du pouvoir adjudicateur les documents administratifs mentionnés ci-avant. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur à l'attributaire pour remettre ces documents sera indiqué dans le courriel l'informant qu'il est pressenti pour réaliser les prestations du marché ; ce délai ne pourra être supérieur à 10 jours calendaires.

A défaut de réponse dans le délai imparti, ou en cas de fourniture de documents non valables, l'offre du candidat provisoirement retenu est écartée au profit du candidat arrivant à sa suite selon le classement établi dans le rapport d'analyse des offres. Ce dernier se verra attribuer le marché de façon provisoire sous réserve de produire ces mêmes documents dans les mêmes conditions de forme et de délai.

Article 10 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tout renseignement complémentaire qui leur serait nécessaire au cours de leur étude, les candidats devront déposer leur question au plus tard 6 jours ouvrés avant la date limite de remise des offres sur le lien suivant :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2674394&orgAcronyme=d3f> Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 12 – VOIES DE RECOURS

La présente procédure est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif :

- Le recours prévu à l'article L.551-1 du Code de justice administrative avant la signature du marché
- Le recours prévu à l'article L.551-13 du Code de justice administrative, au plus tard 31 jours après la publication de l'avis d'attribution du marché
- Un recours de pleine juridiction dans un délai de deux mois à compter de la date de publication d'un avis d'attribution ou de la date de notification au candidat du rejet de son offre

Annexes au présent règlement de la consultation :

- o Annexe 1 : cadre de réponse candidature
- o Annexe 2 : cadre de réponse temps passés – offre

